

Un autre miracle allemand La montée de la gauche allemande à la gauche de la social-démocratie

La gauche allemande à la gauche de la social-démocratie a toujours regardé avec admiration vers la France et la gauche française. Dans les années 1960, le chanteur Franz-Josef Degenhardt, une sorte de Brassens allemand, chantait : « Supposons un peu que la France soit de ce côté-ci du Rhin, ce serait malgré le gaullisme de merde trop beau pour être vrai ». Et dans les années 1970 et 80, les fêtes de l'Humanité étaient de véritables pèlerinages pour les touristes politiques allemands, qui trouvaient dans le rayonnement politico-culturel de la gauche française la force et le courage pour participer à la vie politique plutôt morne chez eux. La même chose était vraie d'ailleurs pour le rapport des Allemands à la gauche italienne¹.

Les temps ont changé. Et pas seulement depuis ces dernières années. Déjà l'émergence du mouvement écologiste et des Verts dans les années 1970 – à l'origine sur une base d'opposition et de critique sociale – et du mouvement pacifiste des années 1980 – qui a mobilisé des millions d'Allemands dans la rue – avaient montré

PETER WAHL

Traduit de l'allemand par

Louis Weber

que la République fédérale n'était plus le fief des conservatismes, des partisans de la guerre froide et des anciens nazis, ce que l'on pouvait dire avec quelque raison jusqu'en 1968. Le mouvement de 1968, mais aussi la période où Willy Brandt était chancelier ont permis d'accrocher la société allemande d'après-guerre à la modernité occidentale. À cet égard, l'évolution positive de la gauche allemande n'est pas totalement tombée du ciel.

Certes, la chute du mur de Berlin et la réunification ont été des événements historiques d'exception qui ont acculé temporairement à la défensive tout ce qui était à gauche du centre, c'est-à-dire le SPD, les Verts, les syndicats, les post-communistes de l'ancienne RDA et toutes les autres composantes de la gauche. Mais dès 1998, l'ère Kohl se terminait avec la victoire du SPD et des Verts. Oskar Lafontaine était alors le président du SPD et le changement de gouvernement a en fait été porté par un courant fondamentalement à gauche dans la société. Même si ce n'était pas toujours explicite, ce courant s'opposait aux exigences de la mondialisation néolibérale.

1. L'auteur est un collaborateur de l'organisation non gouvernementale WEED (Économie mondiale, Écologie et Développement) et fondateur d'Attac Allemagne. Il n'appartient à aucun parti.

Le contexte structurel de la montée de la gauche allemande

La déception a été d'autant plus forte lorsque le gouvernement Schröder a rompu avec ses promesses de campagne dans des domaines clés :

– En 1999, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, des soldats allemands ont participé à une guerre, la guerre du Kosovo,

– En 2000 a été lancé ce qu'on a appelé l'Agenda 2010, avec un démantèlement sans précédent de l'État-providence, l'érosion du capitalisme rhénan et la subordination de la société aux impératifs de la concurrence néo-libérale entre les sites de production.

Le SPD était devenu, dans le même esprit que le *New Labour* britannique, un artisan de la mise en œuvre d'une politique néo-libérale. Même la CDU de Kohl n'avait jamais osé enterrer si massivement l'État-providence. Les Verts, qui avaient perdu leur fibre de gauche dès les années 1990 après leur fusion avec le parti des droits civils de RDA, *Bündnis 90*, ont soutenu la ligne Schröder et se sont transformés en parti libéral de gauche de la classe moyenne urbaine, avec une composante néo-libérale. À la fin de l'ère rouge-verte la clientèle électorale des Verts venait à 72% des couches moyennes supérieures. C'était la plus forte proportion de ce groupe social pour tous les partis représentés au *Bundestag*².

Schröder et sa politique ont précipité dans la crise le plus ancien parti social-démocrate dans le monde, celui dont Karl Marx s'était déjà occupé avec sa célèbre *Critique du programme de*

Gotha. Le premier signe avant-coureur de ce déclin a été la démission d'Oskar Lafontaine de ses fonctions de ministre des Finances et de président du parti en 1999. Ensuite sont apparus le fossé entre le SPD et les syndicats, qui étaient jusqu'alors en symbiose depuis presque 120 ans, et l'émergence du mouvement social. Son expression la plus visible a été la montée d'Attac Allemagne, qui a été après 2000 le nouveau mouvement de la société civile ayant le mieux réussi, après Greenpeace dans les années 1970. Malgré une certaine perte de dynamique au cours des trois dernières années, Attac continue à se développer et est devenu une force avec plus de 20 000 membres individuels et des dizaines d'organisations associées.

Dans le même temps, de plus en plus de sociaux-démocrates ont tourné le dos à leur parti et ont déserté les urnes. Globalement, le SPD a perdu la moitié de ses membres entre 1990 à 2005. L'entrée dans la grande coalition avec la CDU d'Angela Merkel n'a rien amélioré. Au contraire, la poursuite des politiques sociales néo-libérales, avec le relèvement de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans, et la crise économique et financière, à l'apparition de laquelle la libéralisation et la déréglementation « dans l'intérêt du centre financier allemand » de l'ère Schröder ont contribué, ont accentué la crise du SPD. S'il a obtenu encore 40,9% des voix en 1998, il est tombé à 23% en 2009 – son plus mauvais résultat depuis 1893 (!). Actuellement (en juin 2010) il y a une légère reprise dans les sondages (de 27 à 30%), mais elle est surtout due à la faiblesse de la coalition gouvernementale³.

2. Neugebauer, Gero (2007), Les milieux politiques en Allemagne. Étude de la Friedrich-Ebert-Stiftung, Bonn.

3. Les démocrates-chrétiens aussi, grand parti populaire à la droite du centre, perdent des voix depuis longtemps. Alors qu'au temps d'Adenauer,

En somme, on peut retenir que la politique néolibérale de la social-démocratie a été le facteur déterminant qui a ouvert de nouveaux espaces pour une politique de gauche en Allemagne. Le résultat le plus important est de ce point de vue l'ascension du nouveau parti *Die Linke*. Le SPD avait évacué du discours du centre-gauche l'État social et la politique de paix. C'est ce vide que *Die Linke* a pu combler. Ce parti est devenu le centre de gravité de la gauche allemande.

Cela s'est fait en partie au détriment du mouvement extra-parlementaire. Ainsi, par exemple, Attac qui a été au début de la décennie l'acteur politique le plus important de la gauche, en dehors des syndicats, a perdu relativement de l'importance. En outre, de nombreux membres d'Attac sont aujourd'hui actifs dans *Die Linke*, à commencer par sa présidente de longue date, aujourd'hui membre du Parlement.

Au total, le résultat le plus notable dans l'histoire européenne de l'après-guerre est que, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, il existe un parti relativement fort à gauche (11,9% aux élections législatives en 2009).

L'ascension remarquable de *Die Linke*

Après la chute du mur de Berlin, le Parti du socialisme démocratique (PDS) a essayé de prendre pied en Allemagne comme formation post-communiste. Certes, il avait incontestablement dans

les nouveaux *Länder* de l'Est un caractère de parti populaire. Il participait à des gouvernements de coalition dans plusieurs assemblées régionales et dans de nombreuses municipalités. Toutefois, il n'avait jamais réussi à s'imposer à l'Ouest. Comme 70 des 84 millions d'Allemands vivent à l'Ouest, la présence du PDS au *Bundestag* a donc toujours été précaire. En 2002, le parti était même resté en dessous de la barre des 5% permettant de participer à la répartition des sièges au plan national. À cette époque dominait l'idée que le PDS resterait un phénomène régional à l'Est. En outre, les partis établis et les médias grand public ont essayé d'écarter le PDS, au motif qu'il n'était que la continuation du SED, le parti d'État de la RDA. Il a toujours été reproché aux représentants de l'actuel PDS une collaboration réelle ou supposée avec la Sécurité d'État (Stasi) de la RDA, ce qui en règle générale signifiait la mort politique de l'intéressé.e.

Au fur et à mesure que le caractère antisocial de la politique de Schröder apparaissait au grand jour, le mécontentement a grandi dans le pays. Une de ses expressions a été en 2004 la création de l'Alternative électorale travail et justice sociale (WASG), qui a par la suite fusionné avec le PDS. Les éléments moteurs ont été des syndicalistes de l'IG Metall et du syndicat des services Ver. Di, la plupart anciens membres du SPD. En mai 2005, Oskar Lafontaine quittait le SPD pour rejoindre la WASG et agissait pour la fusion avec le PDS. Dès les élections fédérales de 2005, le nouveau parti a remporté sous la direction de Lafontaine et Gysi 8,7% des voix et 54 sièges au *Bundestag*. C'était un siège de plus que les Verts, ce qui faisait une différence arithmétique faible, mais psychologiquement importante. C'est

la majorité absolue était encore possible, les conservateurs sont maintenant à peine au-dessus de 30%. Intéressante est aussi la récente chute du FDP libéral. Si le parti a encore obtenu un peu moins de 15% en 2009, il est tombé entretemps à 5%. Fossile de l'époque de l'hégémonie ininterrompue du néolibéralisme, il s'est complètement discrédité dans les circonstances de la crise économique et financière.

unique dans l'histoire de la République fédérale.

Dans l'élection fédérale de 2009, les résultats sont montés à 11,9%, pour là aussi dépasser les Verts (10,7%). Actuellement (juin 2010), *Die Linke* est stable dans les sondages, à 12%. Elle est également représentée dans le groupe de gauche (GUE/NGL) au Parlement européen, avec huit députés et dans 13 des 16 assemblées des *Länder*, avec plus de 200 représentants. Elle détient également plus de 6 000 mandats au niveau municipal.

Die Linke a plus de 78 000 membres. Elle est actuellement le seul parti qui gagne des adhérents, à l'opposé de la tendance générale qui voit les effectifs de tous les partis (et aussi d'autres grandes organisations comme les Églises et les syndicats) diminuer. 37% des membres de *Die Linke* sont des femmes. L'Allemagne de l'Est est représentée à hauteur d'environ 45%, contre 24% pour l'Ouest⁴.

Ce que cela signifie, au delà de la gauche

La signification du succès de *Die Linke* va bien au-delà de la gauche. *Die Linke* absorbe la majeure partie du potentiel de protestation suscité par la marginalisation sociale, le chômage et le précaire. Ce qui prive les partis de la droite populiste ou même néo-fasciste de tout succès politique notable. Compte tenu de l'histoire allemande – le parti nazi (NSDAP) a tiré profit de son soutien aux victimes de la crise de 1929 – c'est un énorme mérite de *Die Linke*. Certes, on voit toujours des manifestations spectaculaires des néo-nazis, des provocations antisémites et des attaques

racistes, mais l'extrême droite politique n'obtient aucun résultat significatif dans les élections fédérales.

La montée de *Die Linke* a également conduit à une reconfiguration du système des partis dans son ensemble, ce qui a des conséquences profondes sur les options possibles pour constituer un gouvernement au niveau fédéral. Le système à 4 partis – démocrates-chrétiens, libéraux (FDP), SPD et les Verts – qui a produit dans le passé deux camps (le SPD et les Verts versus le FDP et les démocrates-chrétiens) avec les configurations gouvernementales correspondantes – n'existe plus. Avec le système à cinq partis, les coalitions à deux ne peuvent plus être majoritaires⁵ et il faut constituer soit une coalition à trois, soit une grande coalition chrétiens-démocrates/SPD. *Die Linke* est soumis à une forte pression pour participer au gouvernement et à de possibles coalitions, sans que le parti ait jusqu'ici une position commune sur cette question (voir ci-dessous).

Vers un projet de centre/gauche ?⁶

Si les coalitions à deux sont devenues moins probables avec un système à cinq partis, se pose naturellement la question d'un projet conjoint du SPD, des Verts et de *Die Linke*. Mathématiquement, cela

4. *Die Linke* (2010). Détails de l'évolution des effectifs de *Die Linke* à partir de mai 2010.

5. Dans les *Länder* où le SPD ou les démocrates-chrétiens restent relativement forts, il existe encore des coalitions à deux. C'est le cas par exemple en Bavière, en Bade-Wurtemberg (démocrates-chrétiens et le FDP), Berlin, Brandebourg (SPD et *Die Linke*) et Hambourg (démocrates-chrétiens et les Verts).

6. (*Note du traducteur*) La graphie centre/gauche utilisée ici vise à faire la distinction entre la notion française de centre-gauche (une alliance entre le Modem et le Parti socialiste) et le type de coalition auquel il est fait référence ici, allant du SPD (le « centre » en Allemagne) à la gauche de la gauche (et comprenant les Verts).

était déjà possible dans le passé, en 2008 dans le *Land* de Hesse, en 2010 en Rhénanie du Nord-Westphalie et en 2009 en Sarre. Les sondages montrent qu'au niveau fédéral, une majorité absolue est en faveur de cette coalition à trois.

Mais politiquement, un tel projet reste actuellement hors de portée. En particulier, le SPD se démarque fortement de *Die Linke*. Lorsqu'en 2008 la dirigeante du SPD de Hesse, Andrea Ypsilanti, a envisagé une telle coalition, l'aile droite du SPD a refusé de la suivre, avec manifestement le soutien de la direction fédérale du parti. Ypsilanti a échoué et a démissionné. Dans la Sarre aussi, en 2009, un gouvernement alliant *Die Linke* (21,3%), le SPD (24,5%) et les Verts (5,9%) aurait été possible. Dans ce cas, ce sont Les Verts qui l'ont fait échouer pour entrer dans une coalition avec la CDU et le FDP.

En Rhénanie du Nord-Westphalie, le plus grand *Land* fédéral avec 18 millions d'habitants, une expérience de gouvernement minoritaire est en cours, avec les sociaux-démocrates et les Verts, depuis les élections de mai 2010. Arithmétiquement, il y aurait là aussi, avec *Die Linke*, possibilité d'une coalition majoritaire à trois. Toutefois, le SPD a refusé là de coopérer avec *Die Linke*. Il espère que ce parti sera obligé de soutenir les mesures progressistes, sans participer au gouvernement !

Même l'élection du président fédéral le 30 juin 2010 a montré que le temps d'une coalition de centre/gauche n'est pas encore venu. En présentant l'ancien commissaire fédéral aux archives de la Stasi⁷, Joachim Gauck, le SPD a certes mis le gouvernement Merkel en difficulté. Mais,

en même temps, cela revenait à renoncer au soutien de la gauche. Car, indépendamment de son rôle en tant que fonctionnaire chargé de la Stasi, Gauck est un candidat inacceptable dans une perspective de gauche. Eût-il grandi à l'Ouest, il aurait purement et simplement été classé comme conservateur de droite, avec une coloration nationale-allemande.

C'est le SPD qui a le plus de difficultés pour collaborer avec *Die Linke*. Les Verts, mis à part le cas particulier déjà mentionné de la Sarre, y sont davantage prêts. Moins sans doute parce que *Die Linke* leur serait plus sympathique que parce que le parti de Joschka Fischer recherche désormais toutes les possibilités d'entrer dans les gouvernements. Ils sont donc ouverts aussi à des coalitions avec les chrétiens-démocrates et le FDP – l'essentiel pour eux étant de gouverner.

À l'inverse, il faut reconnaître que le rapport de *Die Linke* à la social-démocratie n'est pas très clair. Gesine Löttsch, qui est l'un des deux leaders du parti depuis le retrait de Lafontaine pour cause de maladie, qui a un passé SED puis PDS, ne considère pas le SPD comme un adversaire politique mais comme un partenaire potentiel⁸. Le co-président, Klaus Ernst, qui vient de l'IG Metall de Bavière, a déclaré à son tour que le rejet partiel par le SPD des réformes néo-libérales de l'époque Schröder et de la coalition avec Angela Merkel, constituait un premier mais insuffisant pas vers une coopération future.

Parallèlement, il existe beaucoup de scepticisme devant l'idée d'une participation gouvernementale avec le SPD.

7. Cette institution archive les fichiers de la Stasi, doit réévaluer son histoire et fournir, selon les termes d'un décret, des informations sur le passé politique de responsables politiques et de fonctionnaires de l'ancienne RDA.

8. Gesine Löttsch, Le SPD n'est pas mon ennemi. Disponible sur : <http://www.welt.de/politik/deutschland/article6292554/Gesine-Loetzsch-Die-SPD-ist-nicht-mein-Feind.html>

Jouent ici un rôle non seulement les différences idéologiques internes entre un courant radical et un courant plus modéré, mais aussi les expériences négatives de la participation gouvernementale dans le *Land* de Berlin⁹. Le PDS avait obtenu un résultat inattendu de 22,6% en 2001 et avait constitué avec le SPD (29,7%) le gouvernement du *Land*. Aux élections suivantes, en 2006, le parti devenu entretemps *Die Linke* a plongé à 13,4%, à peine plus de la moitié. Peut-être expliquer cette chute les compromis sur la privatisation des services de l'eau, la réduction des personnels dans l'administration et les augmentations de prix dans les transports publics, décisions s'inscrivaient dans la tendance néo-libérale. Dans ce contexte, il est compréhensible que la question de la participation gouvernementale soit devenue un sujet permanent de controverse au sein du parti. Ce n'est pas le seul. La fusion rapide, intervenue sous une pression extérieure (les élections anticipées de 2005¹⁰), n'a pas laissé au PDS et à la WASG le temps nécessaire pour consolider le programme du parti et pour grandir ensemble. Ce n'est qu'aujourd'hui, en 2010, qu'il existe un projet de programme du parti, qui doit encore être discuté sur le fond. Ce qui fait apparaître un certain nombre de contradictions qui sont jusqu'ici restées dans l'ombre du fait de la rapidité des succès électoraux.

9. Berlin, Hambourg et Brême sont des villes-états, c'est-à-dire qu'elles ont le statut d'un *Land* fédéral.

10. En décidant d'anticiper les élections d'un an, Schröder espérait que le nouveau parti en gestation n'aurait pas assez de temps pour s'organiser. Une erreur fatale, comme la suite l'a montré.

Un processus difficile d'unification

Die Linke est politiquement, sociologiquement et culturellement très hétérogène. Il y a d'abord l'aile constituée à partir du SED puis du PDS, qui trouve son origine à l'Est. Malgré une attitude très critique et autocritique vis-à-vis de la RDA, tout au moins officiellement, il existe bien sûr des continuités dans la culture et les *habitus*. Beaucoup de membres de l'Est, surtout les plus âgés, ont été habitués à appartenir à un parti dominant. Ils continuent à penser dans les catégories traditionnelles du pouvoir politique. Les changements culturels qui ont eu lieu à l'Ouest avec les événements de 1968, avec les nouveaux mouvements sociaux, l'écologie, le féminisme, la démocratie participative, etc., sont restés étrangers à l'Est. C'est la raison pour laquelle le PDS était resté un parti populaire, réunissant entre 20% à 30% des voix aux élections des *Länder*. Il était en effet en phase avec la culture dominante à l'Est. En moyenne, *Die Linke* est le deuxième parti à l'Est, après la CDU et devant le SPD, alors que les Verts sont très faibles à l'Est et ne sont même pas représentés au Parlement dans quelques *Länder*. Fondamentalement, *Die Linke* est plutôt un parti protestataire à l'Ouest. À l'Est, elle est un pragmatique parti populaire de gauche.

Toutefois, *Die Linke* n'est pas non plus un bloc homogène à l'Est. Trois tendances politiques fondamentales peuvent être repérées :

– une orientation qui ne s'est que superficiellement adaptée à la nouvelle situation, incarnée surtout par les membres les plus âgés (souvent anciens cadres du SED). Ils tiennent au fond aux concepts de base du marxisme-léninisme doctrinaire et se sont refusés à une réévaluation

critique sérieuse du « socialisme de la RDA » ;

– un courant pragmatique, adepte de la *Realpolitik*, souvent soucieux de carrière et quasi social-démocrate, que l'on rencontre le plus souvent chez les élus municipaux ou des *Länder* et leur entourage. Si le SPD ne s'était pas, après la réunification, démarqué de manière si maniaque des membres individuels de l'ancien SED, ce groupe aurait pu s'y intégrer sans problème¹¹.

– un courant qui se reconnaît dans une vision renouvelée d'une politique de gauche émancipatrice. À côté des éléments du marxisme, il a su intégrer les thèmes des nouveaux mouvements sociaux et les débats de la gauche à l'Ouest. En même temps, il affronte sérieusement et de manière critique l'expérience du stalinisme et du post-stalinisme. Quantitativement, ce groupe est le plus petit des trois courants, mais il est très influent chez les dirigeants et dans les institutions proches du parti, comme la Fondation Rosa Luxembourg.

La composante ouest-allemande de *Die Linke* est plus hétérogène encore. On peut y distinguer :

– l'aile syndicale, principalement des permanents issus de l'appareil d'IG Metall et de Ver.di. Ce groupe a une grande expérience politique et des réseaux dans le système politique, les médias et la société civile. Il fournit une grande partie des dirigeants de *Die Linke* à l'Ouest.

– les anciens sociaux-démocrates. Ce groupe recoupe en partie l'aile syndicale,

mais pour l'essentiel, il s'agit d'anciens militants de base du SPD ou d'anciens permanents du SPD au niveau local. Avec le premier groupe, ils constituent un fort courant social-démocrate de gauche.

– des militants de mouvements sociaux, d'Attac et d'autres organisations de la société civile. Ce sont le plus souvent des jeunes. L'orientation politique est hétérogène et va de pragmatique-moderée à radicale. En particulier, les représentants des initiatives sociales, telles que le mouvement des chômeurs, sont radicaux parce qu'en situation de victimes de la précarité et de l'exclusion, sans pour autant se référer à des courants idéologiques historiques du radicalisme de gauche ;

– les représentants de petits groupes dissidents et de groupuscules politiques de la gauche radicale, comme le groupe trotskiste *Linksruck*, la branche allemande du *Socialist Workers Party* britannique, des groupes post-maoïstes ou des militants du DKP, le Parti communiste ouest-allemand d'obédience soviétique. Quantitativement, ce courant est plutôt petit, mais il est bénéficié d'une grande capacité d'action. Il est particulièrement fort en Rhénanie du Nord-Westphalie, ce qui est une des raisons pour laquelle le SPD ne veut pas y former de coalition avec *Die Linke*.

Gérer la diversité et le pluralisme

Selon un slogan populaire aussi dans les cercles de gauche, la diversité serait une force. Mais on peut douter que cela soit vrai mécaniquement, au moins dans un parti qui doit agir de manière unitaire et prendre des décisions concrètes. Compte tenu de l'hétérogénéité de *Die Linke*, montrer une identité commune et agir est souvent difficile. D'autant plus qu'avec la démission d'Oskar Lafontaine,

11. Les démocrates-chrétiens de l'Ouest ont été moins regardants et ont accueilli sans condition tous les membres du bloc du Front national de la RDA, même si cela continue à les exposer jusqu'à aujourd'hui à des révélations de liens avec la Stasi de l'un ou l'autre de ses nouveaux membres.

à la figure incontestée de *leader* et dont le charisme et la vision stratégique ont eu une part importante dans le succès électoral, un lien important avec les années du démarrage fait maintenant défaut.

Pour surmonter les différends, *Die Linke* a créé des dispositifs structurels. Il existe ainsi très officiellement des courants et des fractions dans le parti, au sein desquels les différences de positions s'organisent. Ces groupes internes au parti ont une existence officielle au niveau fédéral, disposent de ressources financières et ont la possibilité d'élire des délégués au congrès du parti, la seule condition étant d'être reconnu par au moins huit structures au niveau des *Länder*. Ils peuvent organiser leur travail de manière autonome. Les trois principales tendances sont les suivantes :

- la Plate-forme communiste qui, comme son nom l'indique, regroupe les membres qui se reconnaissent dans une position communiste traditionnelle ;
- le Forum du socialisme démocratique, au sein duquel s'organisent les forces réformistes, qui cherchent à se rattacher à la majorité de la société, et
- entre les deux la Gauche socialiste, un mouvement qui, bien qu'enraciné aussi dans le marxisme, travaille à une redéfinition moderne d'une politique émancipatrice, tenant compte des nouveaux questionnements et problèmes, tels que les rapports de genre et l'écologie.

Bien sûr, il n'est pas obligatoire de rejoindre un tel courant officiel. Seule une minorité le fait. Toutefois, il s'avère de plus en plus que la répartition des postes et les candidatures sont désormais négociées principalement entre ces courants organisés.

Il existe aussi de nombreux groupes thématiques organisés au niveau fédéral, par exemple sur la politique sociale, la

politique économique, l'environnement, les migrations, etc., 19 au total, dans lesquels le programme du parti est élaboré.

Pour son futur développement, *Die Linke* attache une grande importance au débat sur le programme. Jusqu'à présent, il n'existait pas de véritable programme. Seules des lignes directrices ont été définies pour les élections. Les questions de fond pour une politique de gauche au XXI^e siècle n'ont pas été jusqu'ici intégrées dans un programme.

En mars 2010 un premier projet a été présenté. Dans ce texte *Die Linke* se définit « en opposition sociale et politique fondamentale au néolibéralisme et à la domination du capital, à toute politique impérialiste et à la guerre ». Il considère comme sa tâche principale le changement des rapports de force dans la société pour imposer la « transformation solidaire de la société et une politique démocratique de gauche, sociale, écologique et de paix ». Et cela en changeant les relations de pouvoir et de propriété.

Ce qui englobe un ordre économique démocratique, « qui subordonne le pilotage du marché de la production et de la distribution à un cadre et à un contrôle démocratique, social et écologique. Il doit reposer sur la propriété publique, contrôlée démocratiquement, du système de protection sociale, dans l'infrastructure de la société, dans l'énergie et le secteur financier, et la socialisation des secteurs structurellement déterminants dont le propriétaire doit être l'État, les municipalités, une coopérative ou l'actionnariat salarié. Il doit soumettre le secteur privé à un strict contrôle de la concurrence ».¹²

Pour ce faire, une large alliance sociale est nécessaire. Les coalitions politiques

12. *Die Linke* (2010), Premier projet de programme. Préambule, p.3.

ne sont envisageables que si elles permettent un changement d'orientation dans la politique et dans la société et si les revendications de base de *Die Linke* ne disparaissent pas.

Certes, à la fin de la discussion, on arrivera à un programme commun à tout le parti, mais il est dès maintenant évident que, pour certaines questions fondamentales, les controverses sont vives et le résultat imprévisible. Sont ainsi en débat :

- l'évaluation du capitalisme,
- la façon de traiter la question de la propriété,
- la question du groupe cible et de la base sociale du parti,
- le thème de la participation du gouvernement.

À propos du capitalisme, il existe une position clairement anti-capitaliste, qui tient pour impossible une « civilisation » sociale et écologique du capitalisme, et veut donc une rupture radicale et une société fondamentalement différente. Cette position s'oppose à l'opinion qui voudrait que le capitalisme, au cours de son histoire séculaire, a toujours su se réinventer. Au lieu d'une rupture radicale, il faudrait donc travailler à une transformation du capitalisme, jusqu'à le rendre méconnaissable.

S'agissant de la question de la propriété, il y a certes consensus pour dire que la politique sociale (santé, personnes âgées, éducation), les infrastructures et les réseaux d'énergie et de l'information ainsi que le système financier doivent être sous contrôle public. Mais il y a débat sur le fait de savoir si d'autres grandes entreprises de la production (l'industrie automobile, par exemple) et des services (par exemple, les télécommunications) doivent être socialisées. Alors que certains prônent une économie mixte entre secteur public et privé, d'autres veulent transfé-

rer toutes les grandes entreprises sous le contrôle public et ne laisser au privé que les petites et moyennes entreprises.

Pour le groupe cible ou la base sociale, une des positions propose de se concentrer sur la défense des intérêts des personnes marginalisées, au chômage ou socialement faibles, tandis que le point de vue opposé ne veut pas les ignorer, mais met l'accent sur les intérêts de la majorité de la population. À partir de la première position, on formulera des revendications comme celle d'un revenu de base sans conditions, tandis que l'autre position est plus proche de la politique contractuelle des syndicats.

Il ne s'agit pas seulement de différences idéologiques. À l'Ouest, le groupe de personnes socialement défavorisées constitue une proportion significativement plus importante de l'électorat que dans l'Est. Si cette clientèle était perdue, cela conduirait rapidement à la fin de l'existence parlementaire.

Au sujet de la participation au gouvernement, aucun courant ne la refuse fondamentalement, et tous acceptent même des gouvernements rouge-vert. Mais il existe cependant des conceptions différentes sur le « si et quand », pour savoir s'ils existe des « lignes rouges » à ne pas franchir et qui les définit, etc. S'y ajoutent des façons différentes de concevoir la signification et la portée de la politique parlementaire. Là aussi, la différence objective des situations entre l'Est et l'Ouest joue un rôle. Alors qu'à l'Est, *Die Linke* participe au gouvernement de deux *Länder*, et a par ailleurs de bonnes chances de le faire dans d'autres, beaucoup de membres de l'Ouest viennent des mouvements extra-parlementaires et leur accordent une plus grande importance pour le changement social qu'au travail parlementaire.

Perspectives

Tous ces débats sont des « classiques », qui existent de façon virulente et sous une forme semblable dans les partis de gauche dans d'autres pays. Souvent, ils ont conduit à des scissions qui ont affaibli la gauche dans son ensemble et au sectarisme. Dans *Die Linke* en Allemagne, on connaît l'histoire des partis et des mouvements de gauche. Par ailleurs, la défaite historique du « socialisme réel » a été vécue de près ici. L'état actuel de la gauche française et italienne montre également ce qu'on ne doit pas faire. Il est donc possible que le système immunitaire pour lutter contre la récurrence des erreurs typiques de la gauche se soit développé davantage chez les Allemands.

Ce serait une condition décisive pour un renforcement de la gauche en Allemagne. Car le contexte est plutôt favorable. La crise économique, politique et idéologique actuelle est si profonde que le moment est venu de saisir les rayons de la roue de l'histoire avec une gauche forte. ■